

Le lion de Damas ne fera pas de la Syrie un nouveau tigre économique

Ceux qui ont connu la Syrie dans les années 1980 et qui retournent à Damas aujourd'hui sont surpris par le bouleversement économique du pays. Les avenues austères et vides de voitures font place aujourd'hui à des artères animées et embouteillées par un flot continu de véhicules. Les slogans à la gloire du président : « *Assad ila al abad* » (« Assad éternellement ») ou bien « *Koulouna maak* » (« Nous sommes tous avec toi ») et du parti Baath : « *Al Baath tarikouna* » (« Le Baath est notre chemin ») demeurent, mais ils se confondent dans le paysage urbain avec les publicités pour Benetton, une marque de voiture coréenne ou le lave vaisselle *made in Syria* : « *Zerowat* ». Les distributeurs automatiques d'argent ont fait leur apparition à tous les coins de rue. Il n'est plus nécessaire de faire la queue à la très officielle et bureaucratique Banque commerciale de Syrie pour échanger ses devises contre des livres syriennes surévaluées par un cours forcé digne de l'Union Soviétique¹. Le temps où les commerçants changeaient les devises à la sauvette dans leur arrière boutique, à un taux nettement plus avantageux, est révolu. Le taux de change est uniforme et le change des devises étrangères n'est plus puni de 5 ans de prison, tout du moins le décret en question n'est-il plus appliqué. Nous pourrions multiplier les exemples de changements qui en moins de vingt ans ont complètement modifié le visage de la Syrie. Mais le changement n'est-il pas illusoire ? Confiné à la capitale et quelques quartiers centraux des grandes villes syriennes ? Car dès que nous quittons les grands axes et fréquentons les petites villes et villages le temps semble s'être figé depuis la révolution baathiste de 1963. Certes nous trouvons beaucoup plus de voitures depuis une dizaine d'années et l'usage du téléphone portable est très répandu, cependant les structures économiques n'ont guère évolué. Le décalage croissant entre Damas et le reste de la Syrie est lié au processus de centralisation politique en cours depuis l'indépendance, et surtout

¹ Au marché noir on pouvait obtenir 60 LS pour un euro contre seulement 14 LS à la banque commerciale de Syrie, la seule officine autorisée à changer les devises jusqu'en 2005.

à l'entrée de la Syrie dans la mondialisation. Cette dernière provoque une concentration de la croissance économique et par conséquent des activités et des hommes dans les métropoles à travers lesquelles le pays s'intègre dans l'économie mondiale. Les espaces périphériques sont marginalisés et les populations non intégrées subissent une chute de leur niveau de vie d'autant plus forte que, dans la nouvelle société de consommation, les besoins augmentent de façon exponentielle. Certes la Syrie ne connaît pas de famine ou autre problème de malnutrition sur une grande échelle, comme d'autres pays déstructurés par la mutation de leur économie. Mais les écarts de revenus et de style de vie sont désormais criants. Cela provoque une grande frustration dans la population, en particulier la jeunesse, qui découvre que le confort « occidental » existe réellement en Syrie, et non pas seulement à travers les films étrangers, mais qu'ils ne pourront pas y accéder. Dans un pays marqué par les clivages communautaires et un régime en quête permanente de légitimité, en raison précisément de son caractère minoritaire². Une éventuelle récession économique pourrait avoir des conséquences politiques graves, ce qui n'était pas le cas dans le cadre de l'économie dirigiste de la période précédente.

Réforme agraire et nationalisations : le régime baathiste construit sa base sociale

En vingt ans la Syrie est passée lentement d'un système économique dirigiste d'inspiration marxiste à une économie capitaliste libérale. Le processus réformateur initié timidement par Hafez El Assad a été accéléré par Bachar El Assad dès son arrivée au pouvoir en juin 2000. L'ouverture du secteur bancaire au privé, la fin du contrôle des changes, les accords de libre-échange dans le cadre du GAFTA « Greater Arab Free Trade Area » en 2005 ou bilatéraux avec la Turquie, ont résolument fait sortir la Syrie de l'entre-deux économique dans laquelle elle se trouvait dans les années 1990. En théorie le changement est radical mais dans la réalité

² La famille Assad est de confession alaouite ainsi que l'essentiel du clan au pouvoir, or les Alaouites sont considérés comme des hérétiques par les musulmans sunnites, lesquels représentent 80% de la population syrienne

le discours et les mesures légales ne font qu'entériner une situation de fait. Lorsque le parti Baath prend le pouvoir en 1963 il lance une vaste réforme agraire et nationalise des secteurs entiers de l'économie syrienne : l'industrie, la banque, les assurances, le commerce de gros, les transports, etc. seul le commerce de détail et l'artisanat échappent à ces mesures. La construction d'un puissant secteur public industriel dans les années 1970, grâce aux aides des pays arabes du Golfe, ainsi qu'une nouvelle vague de restriction à l'égard du secteur privé firent de la Syrie un pays « socialiste » comparable à ceux d'Europe de l'Est dans les années 1980, y compris avec son cortège de pénuries. La mise en place de cette économie dirigiste s'explique moins par la prégnance de l'idéologie marxiste au sein du régime ou de l'alliance stratégique avec l'Union Soviétique, que par la volonté d'abattre la classe politique concurrente : la bourgeoisie citadine et les grands propriétaires terriens.

Les militaires qui prennent le pouvoir en 1963 sont issus de la petite bourgeoisie rurale, bloquée dans son ascension sociale par la classe supérieure qui domine l'économie syrienne. Par ailleurs cette petite bourgeoisie est le plus souvent issu des communautés minoritaires : alaouite, ismaélien, druze, chrétiens orthodoxes, tandis que la bourgeoisie citadine est sunnite et grecque catholique. Les alaouites sont particulièrement victime de ce blocage économique et communautaire. Longtemps considérés comme hérétiques par les musulmans sunnites, notamment en raison de leur croyance en la réincarnation, ils vivaient reclus dans les montagnes du Nord-Ouest du pays et n'avaient guère que la carrière militaire comme possibilité de promotion sociale. Dans la Syrie des années 1950 le clivage entre urbains et ruraux est extrêmement puissant. Les populations rurales sont méprisées par les citadins et peu d'investissements publics sont consacrés aux campagnes. Le monde rural est dénué d'électricité, de routes, écoles et autres services publics. La moitié des familles paysannes de ce pays encore largement dominé par l'agriculture ne possèdent pas de terres et travaillent

comme métayers ou journaliers, En revanche plus de la moitié des terres sont détenues par quelques centaines de familles latifundistes.

La nouvelle classe dirigeante qui arrive au pouvoir en 1963 ne possède pas de capital financier, de savoir faire dans le domaine des affaires et bien sûr des réseaux sociaux indispensables pour prospérer. En s'emparant des moyens de production elle va pouvoir réaliser son « accumulation primitive », pour reprendre un terme marxiste, tant du point de vue financier que social. La nouvelle bourgeoisie bureaucratique se nourrit de la rente étatique servie au secteur public, de prélèvements sur les exportations de matières premières agricoles et minérales, ainsi que de divers rackets effectués sur le secteur privé. Cette situation implique de maintenir un équilibre entre secteur public et privé, afin que ce dernier ne soit pas complètement étouffé, puisqu'il constitue une source de revenus appréciables pour la bourgeoisie bureaucratique. Il faut également que le pays dispose de matières premières ou de revenus extérieurs capables d'entretenir l'appareil bureaucratique car la fiscalité est symbolique. Hafez El Assad a eu la chance de bénéficier entre 1974 et 1987 d'aides financières massives des pays arabes pétroliers à la suite de la guerre du Kippour et de la flambée des cours du pétrole. Le contre-choc pétrolier des années 1980 plongea le pays dans une grave crise financière dont il sorti miraculeusement grâce à la découverte d'importants gisements de pétrole en Syrie. Le retour en grâce de la Syrie, après la première guerre du Golfe en 1991, contribua également à la sauver de la banqueroute puisque les pétromonarchies du Golfe lui apportèrent de nouveau une aide financière pour la remercier d'avoir participé à la coalition anti-irakienne dirigée par les USA. Au passage la Syrie fut autorisée à mettre la main sur le Liban, autre source conséquente de revenus pour les barons du régime.

Un changement économique « capitaliste libéral » dans la continuité politique

L'ouverture économique de 1991, matérialisée par la célèbre loi n°10, est donc le fruit, d'une situation économique désastreuse générée par le dirigisme économique, mais aussi de la volonté de la classe dirigeante qui souhaite faire prospérer son capital en privatisant des monopoles d'Etat. La chute du système communiste en Europe orientale n'a que peu influencé la politique économique syrienne car depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhael Gorbatchev, l'URSS n'apportait plus aucune aide à la Syrie, bien au contraire elle avait exigé le paiement des 10 milliards de \$ de dettes contractées par le régime d'Hafez El Assad pour l'achat de matériel militaire et d'usines clés en main. Lors d'une interview en 1991, un journaliste occidental avait demandé à Hafez El Assad, s'il allait changer de système politique et économique, maintenant que l'Union Soviétique s'était écroulée. Le Président syrien répondit qu'il n'allait pas changer un système qu'il avait mis vingt ans à construire au moment où il fonctionnait parfaitement. En revanche, nous pouvons comprendre que dans un souci de relations publiques internationales, Hafez El Assad se soit efforcé d'afficher quelques réformes économiques libérales. Mais les investisseurs étrangers ne s'y sont pas trompés : seule Nestlé a ouvert une usine à Damas. L'essentiel des créations d'entreprises dans les années 1990 furent le fait de nationaux, installés à l'étranger ou en Syrie, qui rapatrièrent des capitaux pour profiter des quelques opportunités qu'offraient le marché de consommation syrien : « un désert qu'il suffisait d'arroser pour que la végétation s'épanouisse », selon l'expression d'un homme d'affaire syrien. Effectivement après des années de pénurie, les consommateurs syriens se sont rués vers les produits importés et les entrepreneurs ont pu profiter du desserrement de l'état bureaucratique. La relative protection douanière dont bénéficiait la production syrienne à l'époque fut également extrêmement favorable au développement d'une petite industrie locale.

Cependant cette libération économique à l'inconvénient pour Hafez El Assad de réactiver fortement la bourgeoisie commerçante et industrielle sunnite au détriment de la bourgeoisie

bureaucratique alaouite. Certes ce résultat est inévitable, mais il représente un danger pour le régime qui craint le renforcement d'une classe concurrente avec laquelle il n'a aucune envie de partager le pouvoir. La bourgeoisie bureaucratique alaouite malgré son accumulation de capitaux et son pouvoir politique, ne dispose toujours pas des réseaux et du savoir faire indispensables pour profiter du nouvel environnement économique. Néanmoins quelques alaouites réussissent à se faire une place conséquente dans le monde des affaires, tel Rami Makhlouf, le cousin germain de Bachar El Assad, pour des raisons de parenté évidente. D'autres membres alaouite du clan au pouvoir sont associés avec des entrepreneurs sunnites à qui ils leur apportent la caution du régime et les réseaux au sein de l'administration pour débloquer les marchandises à la douane, obtenir une nouvelle licence d'importation, etc. En Syrie une bonne association économique doit comprendre un sunnite, un chrétien et un alaouite. Le premier possède le capital et les réseaux dans la population ; le second a souvent des liens en Europe ou en Amérique du Nord qui facilitent les relations internationales ; le troisième apporte la protection du régime et les connaissances dans les services secrets et la bureaucratie. Mais ces associations demeurent informelles et fragiles, elles ne débouchent pas sur la constitution de société anonyme. Il faudrait des mariages pour seller ces alliances dans la durée, or les clivages communautaires et la méfiance politique les en empêchent.

Hafez El Assad encourageait fortement les mariages entre les membres de sa *assabiyya* (groupe de solidarité) alaouite et la bourgeoisie économique sunnite. Mais rares sont les membres de l'ancienne bourgeoisie qui acceptent une telle alliance avec le régime. Les mariages mixtes sont plus le fait de membres de la nouvelle bourgeoisie montante, désireux d'obtenir ainsi le soutien politique indispensable pour prospérer. Bachar El Assad a épousé une sunnite avec la bénédiction de son père afin qu'il apparaisse comme plus légitime aux yeux de la population syrienne mais son exemple n'a guère été suivi. Les clivages communautaires en Syrie sont le principal obstacle à la fusion entre la bourgeoisie

bureaucratique et la bourgeoisie économique, à la différence de l’Egypte. A défaut de multiplier les mariages devant l’imam Bachar El Assad organise le mariage économique entre le régime et les entrepreneurs au sein de deux holdings : Cham et Surya. Le premier est dirigé par Rami Makhlouf, dont nous avons déjà évoqué le nom, et le second par Issam Joud, jeune homme d’affaire sunnite de Lattaquié, membre d’une famille de la nouvelle bourgeoisie syrienne ralliée au régime dès les premières années de pouvoir d’Hafez El Assad. Il est à noter que parmi les membres du bureau de direction de ce deuxième holding nous trouvons Rodolphe Saadé, le fils de l’armateur syro-libano-français, Jacques Saadé propriétaire de la CMA-CGM, la troisième compagnie d’affrètement au monde. L’appartenance d’un membre du groupe CMA-CGM à ce holding n’est pas sans rapport avec le fait que la CMA-CGM ait pu ouvrir le seul terminal portuaire privé de Syrie à Lattaquié.

L’économie sociale de marché

Les entrepreneurs qui refusent de s’associer au régime sont bloqués dans leur ascension car désarmés face à la bureaucratie et victimes des barons du régime ou de leurs concurrents en affaires. Beaucoup d’entrepreneurs demeurent au stade de la petite ou moyenne entreprise alors qu’ils pourraient passer à l’étape supérieure. Mais ils ont peur de devenir trop visibles et par conséquent d’être sollicités par des membres pouvoir désireux de « s’associer » avec eux, c’est-à-dire d’exiger un partage des bénéfices en échange de leur protection. Dans l’industrie ces entrepreneurs se contentent donc d’une petite production destinée au marché local. Ils ont pu prospérer tant que le marché syrien était protégé par des droits de douanes et des quotas d’importation, ce qui n’est plus le cas depuis 2005, date de l’entrée de la Syrie dans la « Grande zone arabe de libre-échange » (Greater Arab Free Trade Area). L’industrie syrienne s’est retrouvée brutalement en concurrence avec celle des pays du Golfe beaucoup plus performante sur de nombreux segments mais surtout avec l’industrie chinoise dont les produits rentrent via la zone franche portuaire de Djebel Ali où ils sont estampillés « Made in

Dubaï » avant d'être réexporter dans les autres pays du GAFTA, libres de taxes et de quotas. Cependant, même sans cette « arabisation », les produits chinois sont plus compétitifs que la production syrienne en dépit des taxes douanières qui peuvent atteindre 100%. Les conséquences sont désastreuses pour la petite industrie syrienne, non préparée à cette invasion brutale et soumise à une bureaucratie étouffante. En Syrie, il s'avère plus facile et lucratif d'être commerçant qu'industriel, car les lois qui régissent la production sont héritées de la période socialiste. Cela signifie notamment pour un industriel qu'il est impossible de licencier ses employés, que le prix de chaque produit doit être négocié avec la redoutée Direction des fraudes (« Tamwin »), qu'il n'est pas possible d'importer du matériel ou des produits intermédiaires étrangers si ceux-ci sont disponibles sur le marché local, sans compter de lourds impôts sur des bénéfices, plus difficiles à dissimuler que pour un commerçant. Bien sûr tout est monnayable avec la bureaucratie mais cela exige du temps, des efforts et de l'argent qui pourraient être consacrés à améliorer la productivité des entreprises syriennes. L'économie syrienne est incapable de générer un tissu de petites et moyennes entreprises. Ce sont donc les grandes entreprises appartenants aux deux principaux holdings qui se développent et accaparent la majeure partie de la croissance.

Le changement économique était indispensable car le système « socialiste » était à bout de souffle. Le pétrole a permis aux Assad, père et fils, de repousser des réformes au coût social et politique risquées pour leur régime, mais cette rente salvatrice s'amenuise alors que la population continue de s'accroître rapidement : 2,5% en moyenne annuelle durant la dernière période intercensitaire (1994 – 2004), contre 3,2% depuis l'indépendance (soit un doublement de la population tous les 20 ans). A mesure que la Syrie avance dans la transition démographique, la décélération va se poursuivre mais avant d'en tirer bénéfice, elle doit intégrer dans le marché du travail les générations nées durant la période de maximum démographique, ce qui est le cas actuellement.

C'est dans ce contexte que Bachar El Assad a dû se résoudre à accélérer la libéralisation de l'économie dès son arrivée au pouvoir. L'ouverture au privé du secteur bancaire constitue la clé du changement en cours car il facilite l'arrivée des investissements directs étrangers, en particulier ceux venus du Golfe arabo-persique. Depuis le 11 septembre 2001, les pétromonarchies du Golfe ont réorienté une partie de leurs investissements vers le monde arabe. En Syrie le flux d'IDE a décollé à partir de 2004, passant de 200 millions de \$ à 1,2 milliards de \$ en 2008. Il est à noter que les IDE continuent de progresser en Syrie après la crise financière de 2008 alors qu'ils diminuent dans tous les autres pays de la région. L'ouverture de la bourse de Damas le 9 mars 2009 constitue le symbole de l'ancrage définitif de la Syrie dans l'économie capitaliste mondialisée, même si officiellement il s'agit de construire « une économie sociale de marché » selon le slogan du parti Baath. Cependant la Syrie ne fait pas du passé table rase, le puissant secteur public, hérité de la période d'économie dirigiste, existe toujours. Le régime ne peut se résoudre à fermer les entreprises publiques et licencier le personnel, non par soucis social mais simplement parce que les employés appartiennent aux réseaux clientélistes qui le soutiennent. Quant à la privatisation, elle est encore politiquement taboue et simplement inenvisageable faute de repreneurs qui accepteraient de conserver leur personnel pléthorique et peu productif. En l'absence de nouveaux investissements la production diminue graduellement, les meilleurs éléments quittent les établissements publics pour le secteur privé nettement plus rémunérateur.

Un modèle de vie individuel et consumériste incompatible avec les revenus

Le temps où les familles syriennes vivaient chichement semble terminé. Il n'est plus question d'accumuler des conserves faites maison pour l'année, de saler soi-même ses olives ou coudre ses vêtements. Les soirées entre amis autour d'un thé, les vendredis chez la belle-famille et les vacances au village ne suffisent plus au bonheur. Depuis plusieurs années déjà les familles communautaires ont éclaté. Désormais les épouses ne veulent plus vivre chez leurs beaux

parents mais exigent un appartement indépendant, si possible éloigné de la belle famille pour profiter de la liberté individuelle. Ces exigences nouvelles sont coûteuses, elles ont l'inconvénient de repousser l'âge du mariage très au-dessus de trente ans, notamment pour les hommes qui doivent supporter l'essentiel des frais d'installation du ménage. Ce modèle de vie proposé est en inadéquation avec les revenus de la majorité de la population. Les salaires des fonctionnaires ont été relevés à plusieurs reprises depuis l'arrivée de Bachar El Assad au pouvoir, entraînant dans leur sillage ceux du secteur privé, mais les prix ont eux aussi augmenté annulant l'essentiel des gains de pouvoir d'achat. La frustration est d'autant plus grande pour la majorité des syriens qu'ils ont désormais à disposition toute une série d'articles de bonne qualité inconnus jusque là mais inaccessibles. Le prix des logements a triplé depuis 2005 sous l'effet conjugué du rapatriement des capitaux syriens du Liban, qui s'investissent principalement dans la pierre, et des achats immobiliers des émigrés partis travaillés dans le Golfe. Ces derniers disposent de revenus largement supérieurs à leurs concitoyens demeurés en Syrie. Il se produit comme au Liban ou en Jordanie, pays où les remises des émigrés constituent plus du 20% du PIB, un renchérissement des prix liés à l'afflux de capitaux extérieurs, processus connu en économie sous le nom de « dutch disease » (« enfermedad holandesa » en castillan).

La fin du travail garanti pour les diplômés

Une partie de la population syrienne profite des nouveaux emplois créés par la libéralisation économique. Les banques privées et les sociétés de téléphone mobile ont besoin d'un personnel qualifié et dynamique qu'ils rémunèrent correctement. Dans les sociétés privées un cadre gagne entre 30 000 et 60 000 LS (500 à 1 000 euros) par mois contre seulement 12 000 à 30 000 (200 à 500 euros) dans le secteur public. Le niveau de salaire dans le privé limite désormais l'émigration vers les pays du Golfe où toute personne qualifiée rêvait de partir une fois sortie de l'Université. Jusqu'au milieu des années 1990, les diplômés syriens, ingénieurs

et architectes principalement, devaient cinq ans de travail à l'Etat avant de pouvoir exercer dans le privé ou émigrer. Certes dans les années 1970, la Syrie avait besoin de cadres et tous les diplômés trouvaient des postes de responsabilité dans le secteur public, mais la massification de l'Université, dans les années 1980, a rapidement saturé les capacités d'emplois dans le public. Les diplômés étaient affectés dans des bureaux souvent sans rapport avec leur spécialité, ils attendaient avec une patience toute orientale d'être libérés de leur « service civil » pour partir. Mais après 5 années passer à végéter dans une administration, seule une minorité étaient encore capables de s'intégrer dans le secteur privé ou avaient la volonté de tenter leur chance à l'étranger. La majorité des diplômés demeurait à leur poste finalement trop heureux d'avoir la sécurité de l'emploi, certes faiblement rémunéré mais de toute façon aucune productivité n'était exigée. Dans les années 1990, il est devenu progressivement optionnel pour les différentes catégories de diplômés de travailler pour l'Etat. Cependant, faute d'opportunité dans le secteur privé, la fonction publique continuait de séduire beaucoup de candidats. En 2001, l'Etat a définitivement cessé de proposer systématiquement un poste aux nouveaux ingénieurs et architectes. « L'économie sociale de marché » cela signifie que les syriens ne doivent plus compter sur l'Etat pour leur fournir du travail mais sur le secteur privé qui est désormais le moteur exclusif de l'économie syrienne.

Plus du tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté

Les filets de sécurités sociaux mis en place durant la période « socialiste » (1963 – 1990) sont démantelés progressivement. Les produits alimentaires ne sont plus subventionnés, les tarifs de l'énergie (électricité, fuel domestique, essence, gaz) sont relevés jusqu'à l'obtention de la vérité des prix, entraînant un renchérissement considérable des produits de base. Un fond national d'Aide Sociale a été créé en 2009 pour venir en aide aux plus pauvres, mais en raison de la lenteur bureaucratique aucune aide n'a encore été distribuée. L'administration invoque la difficulté à cibler les populations réellement pauvres dans un pays où l'essentiel des

revenus est dissimulé. Il faudrait ajouter également où la corruption est généralisée, ce qui rend effectivement coûteuse et bien souvent inefficace toute mesure d'aide sociale. En octobre 2008, il en fut ainsi des bons d'achat à tarif réduit du fuel domestique, pour permettre à la population pauvre de se chauffer l'hiver, après que l'Etat ait triplé son prix. Les bons d'achat alimentèrent dès leur distribution un puissant marché noir à l'échelle du pays. Beaucoup de familles pauvres sont dans une telle situation de dénuement, qu'elles préfèrent toucher quelques dizaines de milliers de livres syriennes immédiatement, plutôt que d'attendre d'avoir éventuellement besoin de ces bons. Par ailleurs tous spéculèrent sur un hiver doux.

En 2007, la Syrie comptait officiellement 33% de pauvres (5,5 millions) dont 12,3% d'extrêmement pauvres (2,2 millions) d'après une étude de l'UNDP. Après la publication de ces chiffres le gouvernement syrien s'était engagé à diviser par deux le taux de personnes extrêmement pauvre d'ici 2015. Mais ces déclarations d'intentions, faites avant la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires de 2008, n'ont guère été suivies de réalisations concrètes. Bien au contraire, la pauvreté est en forte augmentation ces trois dernières années en particulier dans les campagnes touchées de plein fouet par la sécheresse, le renchérissement du carburant et la fin du soutien de l'Etat aux prix agricoles. La Jezireh, au nord-est du pays, considérée comme le grenier à blé de la Syrie, est particulièrement touchée. La population rurale émigre en masse vers les grandes villes de la région et surtout Damas où elle vient gonfler les vastes banlieues informelles. Officiellement le chômage atteint 20% de la population active en Syrie, mais il est difficile d'avoir une estimation précise car la majorité de la population travaille dans le secteur informel. Par ailleurs, de nombreuses femmes se déclarent mère au foyer car elles n'ont pas réussi à trouver un emploi, beaucoup d'étudiants prolongent leurs études pour la même raison. La solidarité familiale permet d'amortir le choc de la libéralisation économique mais jusqu'à quand ?

Le tourisme : une nouvelle rente salvatrice ?

L'Etat annonce fièrement que le développement du secteur touristique va créer 2 millions d'emplois à l'horizon 2020. En effet la Syrie ambitionne d'être la destination privilégiée des touristes du Golfe sur le modèle libanais : estivage, tourisme balnéaire et hôtels de luxe dans les grandes villes. Faut-il ajouter que ce type de tourisme implique également la prostitution de masse. Si les ressortissants du Golfe apprécient tellement le Liban c'est parce qu'ils y trouvent la liberté de consommer alcool et bonne chair à satiété. Le tourisme occidental est aussi visé par la Syrie qui met en valeur son patrimoine historique. Il est vrai qu'elle compte des sites magnifiques (Palmyre, Saint Siméon, le Krack de Chevaliers, le souk d'Alep, etc.) qui avec un bon marketing pourraient être tout aussi prisés que les pyramides d'Egypte ou Pétra en Jordanie. La Syrie connaît une récente augmentation des flux touristiques avec la libéralisation du secteur mais ils sont aléatoires en fonction de la situation géopolitique. Un regain de tension dans les territoires occupés, un attentat au Liban ou autre évènement, courants au Proche-Orient mais sans gravité pour les touristes, suffisent à détourner les consommateurs de loisir du pays qu'ils viennent d'Europe ou du Gofle. Par ailleurs la Syrie ne dispose pas d'une infrastructure hôtelière capable d'héberger un tourisme international de masse. Les chaînes internationales sont peu nombreuses et frileuse à l'égard du pays car le tourisme demeure encore un domaine réservé des barons du régime. Ils désirent être associés à toutes les opérations immobilières avec les conséquences sur le partage des bénéfices que cela implique. Le nombre d'hôtel de luxe augmente régulièrement mais pas celui des hôtels de catégorie moyenne ce qui a pour conséquence le renchérissement du coût des séjours en Syrie d'autant plus que le prix des billets d'avions demeure élevé en l'absence d'une réelle concurrence entre les compagnies. Depuis la suppression des visas entre la Syrie et la Turquie, la classe moyenne syrienne préfère se rendre sur la côte turque plutôt que de passer ses vacances à Lattaquié, la principale station balnéaire syrienne, où les tarifs de l'hébergement et de l'accès à la plage sont devenus prohibitifs.

A titre d'exemple dans les années 1990, un fonctionnaire avec son épouse et deux enfants pouvaient passer une journée sur une plage privée dans la zone touristique de Lattaquié pour 25 LS par adulte et 15 LS par enfant. Cette sortie lui revenait à moins d'une journée de salaire. Aujourd'hui ces clubs de baignade ont disparus au profit de clubs de luxe ou de plages privées dépendantes des nouveaux grands hôtels. Désormais il faut déboursier en moyenne 1 000 LS par adulte et 500 LS par enfant, soit pour le même fonctionnaire et sa famille l'équivalent de 10 jours de salaire. Certes les prestations se sont nettement améliorées, le client ne dispose plus seulement d'une douche mais aussi de sièges, de parasols et d'une piscine. Cependant la population capable d'accéder à ces endroits est beaucoup plus restreinte que par le passé. Il est toujours possible de se baigner sans bourse déliée dans quelques endroits éloignés de la ville mais qui se font de plus en plus rares tant la pression immobilière sur le littoral est forte. Cependant il faut disposer d'une voiture car les transports en commun ne les desservent pas.

La Syrie est dans le sillage de l'Egypte et non de la Chine

Les réformes économiques en Syrie ont échoué à améliorer la situation des pauvres et des classes moyennes en net déclin. Cette situation est normale dans ce type d'économie en transition. Dans un premier temps toute politique de réforme profite aux riches avant d'avoir un effet d'entraînement général sur l'ensemble de la population, avec notamment la création d'une nouvelle classe moyenne à l'image de ce qui se produit en Chine, ce pays cité en exemple par le régime de Bachar El Assad. Mais il semble non pas que la Syrie suive la voie chinoise vers le capitalisme mais plutôt la voie égyptienne. Depuis l'indépendance, l'évolution de la Syrie est comparable à celle de l'Egypte avec dix à vingt années de retard. Le coup d'Etat des « Officiers libres » de Nasser en 1952 correspond à la révolution baathiste de 1963. Dans les deux cas il s'agit de la prise du pouvoir par la petite bourgeoisie rurale au détriment de la bourgeoisie citadine. Elle entraîne une réforme agraire, des nationalisations,

une compétition pour le leadership du monde arabe, etc. La politique de développement autocentré de la Syrie baathiste est l'exacte réplique de la politique égyptienne, jusqu'à la caricature. Les deux dirigeants ont rivalisé pour la maîtrise des fleuves, le barrage d'Assouan sur le Nil et le lac Nasser possèdent leur corollaire en Syrie avec le barrage Teechrin sur l'Euphrate et le lac El Assad. L'Egypte a libéralisé son économie en 1974 et la Syrie en 1991. Damas est devenu le même monstre urbain que le Caire toute proportion gardée. Sur le plan géopolitique la Syrie de Bachar El Assad, tout comme l'Egypte d'Anouar El Sadate, aspire à la paix avec Israël. La population syrienne est rentrée dans la société de consommation, son attention est plus portée vers la possession d'une voiture que la rétrocession du Golan. Le régime balance entre les aspirations consuméristes de sa population qu'il doit laisser satisfaire s'il veut durer, et la crainte d'être renversé par la montée en puissance d'une classe entrepreneuriale qu'il ne contrôlerait plus. Car, même si les façades des avenues de Damas sont recouvertes désormais d'un enduit néo-libéral, la structure originale du pouvoir demeure.

Le clientélisme politico communautaire reste la colonne vertébrale du régime de Bachar El Assad. Le père du président actuel s'appuyait sur son clan alaouite, l'armée et les services de renseignements (*mukhabarat*) dominés par la communauté alaouite également. Il se méfiait de la bourgeoisie sunnite dont il s'était efforcé de saper les bases politiques et économiques sans toutefois parvenir à la réduire au profit de sa communauté alaouite. Notamment parce que cette dernière se contentait de jouir de la rente étatique : « la communauté du pourcentage » comme il la qualifia un jour avec dépit. Bachar El Assad continue à s'appuyer sur sa communauté car elle occupe tous les rouages de l'Etat et de son indispensable système sécuritaire. Il sait qu'en cas de problème intérieur la solidarité communautaire ne lui fera pas défaut. Ainsi en 2004 lorsqu'il fallut mater la révolte des kurdes en Jezireh, Bachar El Assad utilisa uniquement la garde républicaine, composée intégralement d'alaouites, et non pas l'armée régulière beaucoup plus mixte et donc moins sûre. Mais le régime a besoin de

diversifier sa base sociale s'il veut durer. Il doit intégrer la bourgeoisie entrepreneuriale, sur laquelle repose désormais la croissance économique d'un pays qui n'exporte plus de pétrole et qui n'a pas plus guère d'aide à attendre de l'extérieur, à moins de signer la paix avec Israël. Ce rééquilibrage du pouvoir est nécessaire pour des raisons économiques mais il entraîne des concessions politiques à l'égard de la puissante communauté sunnite, plus liée à l'Arabie Saoudite qu'à l'Iran d'Ahmadi Nejad. Cela devrait inciter Bachar El Assad à une plus grande prudence sur le plan géopolitique, car son alliance avec l'Iran est contre-productive pour l'économie syrienne frappée par des sanctions américaines et l'opprobre saoudienne. Mais après tout n'est-ce pas là un moyen pratique de brider cette bourgeoisie montante qui aurait trop tendance à s'autonomiser du régime dans un cadre économique véritablement libéral ? Quel intérêt le nouveau lion de Damas aurait-il à ce que la Syrie devienne un tigre si cela doit le conduire à se réfugier sur les bords de la Tamise.